

ENQUÊTES

LES ÎLES D'OUTRE-MER, PREMIÈRES VICTIMES FRANÇAISES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Par Charlotte Meyer

Publié le 14/02 à 10h00 | Modifié le 14/02 à 08h57

Alors que l'Hexagone assiste petit à petit aux effets du réchauffement de la planète, ses territoires insulaires ultramarins font déjà face à la dégradation irrévocable de leur lieu de vie.

Elle se dit « *révoltée par l'inertie* » et « *tétanisée* » par l'état de son île. Estelle Youssouffa, députée (groupe LIOT) de la première circonscription de Mayotte, assiste sidérée à l'agonie de son département. « *Nous sommes en train de perdre une beauté millénaire, sereine, puissante. Aujourd'hui, nous assistons au ravage de notre terre tropicale, qui était auparavant une terre de surabondance. C'est douloureux et choquant* », témoigne-t-elle.

Estelle Youssouffa n'est pas la seule élue ultramarine à s'alarmer. Les départements et régions d'outre-mer et les collectivités d'outre-mer (DROM-COM) sont tous des territoires insulaires (à l'exception de la Guyane) et se présentent comme les plus exposés aux effets du dérèglement climatique. Menacés par la montée des eaux, témoins de la perte de la biodiversité ou encore soumis à des événements météorologiques extrêmes, ces territoires doivent trouver des solutions d'urgence tout en jonglant avec des contextes économiques et sociaux complexes.



La mangrove en Nouvelle-Calédonie. Crédit : Théo Rouby/AFP

La perte de la biodiversité fragilise les territoires

Les écosystèmes des outre-mer rassemblent 80 % de la biodiversité française sur seulement 22 % du territoire national. Sur ces treize DROM-COM, neuf sont situées dans les hotspots de la biodiversité mondiale. Or, celle-ci ne cesse de se dégrader, à commencer par les coraux. Cette barrière naturelle, qui protège les écosystèmes voisins et limite l'érosion côtière, s'éteint à petit feu. « *On estime qu'à peu près 70 % des récifs coralliens sont en mauvais état* », note Virginie Duvat, professeure de géographie à l'université de La Rochelle qui a participé à la rédaction du dernier rapport du Giec. Sensibles à l'utilisation du pesticide chlordécone aux Antilles et aux activités humaines, les coraux se font de plus en plus rares. « *Nos lagons s'abîment*, confirme Nathalie Bassire (LIOT), députée de la troisième circonscription de La Réunion. *Aujourd'hui, 30 % de nos lagons sont en bonne santé, contre 80 % il y a trente ans.* »

Le constat est le même du côté des mangroves, dégradées par le défrichement, la pollution et le remblaiement côtier. Au-delà de 5 millimètres d'élévation du niveau de la mer par an, ces plantes ont de plus en plus du mal à suivre. « *Avec l'accélération de l'élévation du niveau de la mer, elles ne seront bientôt plus en capacité de suivre* », s'inquiète Virginie Duvat. Ces deux remparts naturels sont surtout menacés dans les territoires à forte densité de population, comme Mayotte ou la Guadeloupe, qui ont connu un exode rural massif et un développement urbain et touristique très rapide au cours des dernières décennies.

L'agonie des coraux en attente d'une mobilisation internationale



Ils sont le nec plus ultra des clichés de vacances postés sur Instagram: les coraux. Le célèbre bleu de leurs lagons. Leurs couleurs éclatantes. La beauté des cathédrales sous-marines qu'ils façonnent. La profusion de poissons tropicaux, tortues et autres milliers d'espèces qu'ils abritent... Ils sont surtout le garant de la chaîne alimentaire des

océans, un ... [Lire la suite de](#)



Les Echos Planète

Au-delà des systèmes côtiers végétalisés, les forêts, et en particulier les forêts primaires, sont peu à peu grignotées. « *Non seulement ces forêts comportent des espèces endémiques, spécifiques à ces territoires, mais elles jouent aussi un rôle vital dans la protection des sols, réduisant par exemple les risques d'inondation et d'envasement des récifs coralliens* », explique la scientifique. A Mayotte, l'immigration clandestine a accéléré le processus de déforestation. Officiellement, 150 hectares disparaissent chaque année sur l'île qui fait 375 kilomètres carrés. « *Cela se voit à l'œil nu !* » s'exclame Estelle Youssouffa, et condamne les coraux à être ensevelis sous la vase.

La destruction de ces deux systèmes s'auto-alimente. La dégradation des forêts engendre une accélération de la dégradation des récifs coralliens, ensevelis sous des particules fines issues des pentes montagneuses des îles.



Des intempéries de plus en plus violentes

« *Le dérèglement climatique se fait ressentir au quotidien. Ici, le froid gagne en intensité, alors que nous n'avons habituellement pas d'hiver en Martinique* », rapporte Johnny Hajjar (Nupes), député de la 3^e circonscription de la Martinique.

Alors que les températures se font plus capricieuses, les extrêmes météorologiques gagnent eux aussi en intensité. En 2017, l'ouragan Irma avait frappé Saint-Martin avec une force historique, faisant 136 morts et endommageant 92 % des bâtiments. Dans les années à venir, ces cyclones de très forte intensité deviendront plus fréquents.

A La Réunion, le début de l'année a été marqué par des périodes d'orage battant des records de pluie. « *Désormais, le cyclone atteint son niveau d'intensité lorsqu'il arrive sur nous* », s'inquiète Nathalie Bassire qui note des désastres de plus en plus importants à chaque période d'intempéries.

« *Ces événements sont de nature à engendrer des crises durables et totales, c'est-à-dire qui touchent toutes les dimensions de la vie humaine* », prévient Virginie Duvat. Ces épisodes extrêmes touchent l'ensemble des territoires, du fait de leur faible superficie. Ils affectent tous les secteurs de l'économie, les îles dépendant beaucoup des ressources océaniques et du tourisme, mais aussi les ressources vitales alimentaires.

Aux cyclones, s'ajoutent des épisodes pluvieux intenses et des saisons de sécheresse prolongées qui mettent à mal la disponibilité d'eau douce et les rendements agricoles. A Mayotte, où la récolte nourrit entre un tiers et la moitié des foyers, la perturbation de l'approvisionnement alimentaire constitue un enjeu majeur. Et à La Réunion, où la sécheresse persiste désormais jusque dans la saison des pluies, il a fallu irriguer les plantations du sud pour sauver les cannes à sucre. « *Ce sont finalement les éléments vitaux de la population qui sont touchés, avec des impacts économiques, sociaux, et sanitaires* », résume Virginie Duvat.



A Mayotte, 90 % de la population vit sur le littoral. Le territoire est d'autant plus menacé que depuis 2019, un volcan sous-marin s'est formé en partie sous l'île. Crédit : Ali AL-DAHER / AFP

Les habitants chassés par la montée des eaux

En moyenne, à l'échelle globale, le niveau de la mer s'élève aujourd'hui de près de 4 millimètres par an. Par conséquent, la Martinique pourrait perdre 5 % de sa superficie d'ici 2100, tandis que des zones entières de la Guadeloupe, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, de Mayotte et de La Réunion pourraient devenir inhabitables dès 2040-2050.

Cette difficulté touche avant tout les terres les plus urbanisées. *« Dans les atolls des Tuamotu, en Polynésie, les systèmes côtiers végétalisés sont encore en bon état. Ils ont la capacité de s'exhausser pour s'ajuster au niveau marin car le récif continue à fournir des sédiments aux îles. Mais ce n'est pas le cas sur les territoires qui sont aménagés »*, rapporte Virginie Duvat. Sur les territoires de basse altitude, la construction d'infrastructures fait obstacle à ces apports de sédiments.

Dans les années 1950, en Guadeloupe, les forêts marécageuses et les mangroves de Pointe-à-Pitre ont cédé la place à une zone aéroportuaire, utilisée notamment pour stocker des hydrocarbures. Ces 50 hectares de terres artificielles sont donc aujourd'hui facilement inondables. *« On estime que dans la deuxième moitié du siècle, cette zone pourrait connaître 180 jours de submersion par an »*, explique la scientifique. Une zone qui concerne 16.000 habitants, inclut les zones portuaire et aéroportuaire, ainsi que des zones industrielles et commerciales.

A Mayotte, 90 % de la population vit sur le littoral. Le territoire est d'autant plus menacé que depuis 2019, un volcan sous-marin s'est formé en partie sous l'île. Celle-ci s'affaisse sous les essais sismiques. *« Sans mangrove, le risque de tsunami est encore plus élevé »*, affirme Estelle Youssouffa. Dans le sud du département, l'immigration clandestine a amené à la création

de bidonvilles sur des zones littorales exposées aux fortes pluies et aux cyclones. *« Mayotte est l'île de toutes les urgences, ajoute la députée. A ce stade, l'habitabilité de notre territoire est vraiment remise en question. »*

« Cette problématique va imposer, sur toutes les parties côtières et littorales, de revoir le déplacement des populations, l'aménagement du territoire pour sécuriser les terres, les familles et les ménages », prévient de son côté Johnny Hajjar. En Martinique, la zone de la baie de Fort-de-France est particulièrement menacée. Dans les années à venir, déloger et reloger ces familles s'avérera coûteux et complexe. Sur l'île, la ville du Prêcheur fait aujourd'hui figure de pionnière en la matière. Depuis 2020, la commune organise un déplacement du centre bourg vers les hauteurs.



Dans le sud du département à Mayotte, l'immigration clandestine a amené à la création de bidonvilles sur des zones littorales exposées aux fortes pluies et aux cyclones. *Crédit : Ornella LAMBERTI/AFP*

Des solutions fondées sur la nature

« Si nous restons sur notre trajectoire actuelle d'émissions de CO₂, la vie humaine dans les outre-mer sera en 2100 soumise à des risques très fortement démultipliés par rapport à aujourd'hui », alerte Virginie Duvat. Jusqu'à présent, la stratégie dominante a été la protection lourde, caractérisée par la construction d'ouvrages de défense comme des digues ou des cordons d'enrochements. *« Mais cette stratégie est inadaptée aux îles. Elle accroît finalement les risques de demain, car ces ouvrages sont souvent mal conçus et inefficaces. Ils ont aussi comme effet pervers de créer un faux sentiment de sécurité parmi la population et d'encourager à urbaniser. »*

De plus en plus, les territoires développent des projets pilotes de solutions fondées sur la nature. Plus efficace là où les écosystèmes sont encore en bon état et bien développés, cette stratégie consiste à mieux les protéger, mieux les gérer, les restaurer ou les recréer pour renforcer le service de protection côtière qu'ils rendent. En 2019, le Bureau de recherches

géologiques et minières (BRGM) a mis en place le projet interrégional Carib-Coast qui s'appuie sur cette stratégie pour réduire le risque d'érosion côtière. Déployé sur les plages de l'anse Maurice et de Clugny en Guadeloupe, ce projet a permis la restauration de la végétation originelle du littoral. Cela renforce du même coup la biodiversité et le rôle de site de ponte de cet habitat pour les tortues marines.

Un projet d'écoquartier est également en cours sur l'île, dans les secteurs de Diado et Centre-Bourg de la commune de Morne-à-l'Eau. Il prévoit de réhabiliter 11 hectares via la construction de logements adaptés aux extrêmes météorologiques et entouré de 1.000 arbres pour lutter contre la surchauffe urbaine.

Malgré tous ces projets, Virginie Duvat considère que les politiques d'adaptation sont encore « *trop lentes et trop court-termistes* ». Elle appelle notamment à construire dès maintenant des trajectoires d'adaptation ambitieuses qui articulent les solutions à mettre en œuvre sur le temps long, en partant, là où c'est pertinent, de stratégies fondées sur la nature et hybrides, mêlant pour ces dernières protections lourdes et replantations.



Des éoliennes sur l'île de la Réunion. Crédit : Collection Watier/Maxppp

Vers des politiques publiques plus cohérentes

Les élus réclament aussi un investissement plus conséquent de l'Etat dans leurs territoires. Estelle Youssoffa pointe du doigt le manque de personnels consacrés à l'environnement sur sa circonscription. « *Il est important que nous ayons une vraie politique publique menée par l'Etat sur cette question* », énonce-t-elle. La députée souhaiterait notamment que soient mises en place une politique de l'assainissement, de l'éducation à la gestion des déchets et une plus grande surveillance de la déforestation.

Nathalie Bassire et Johnny Hajjar plaident quant à eux pour une meilleure prise en compte du développement durable. L'élue réunionnaise prône l'économie circulaire et incite à « *réduire, récupérer et réutiliser davantage* ». Elle réclame aussi des mesures plus adaptées au territoire. Récemment, la députée s'est opposée à la mise en exploitation du pôle de traitement des déchets ménagers Run'Eva, prévue fin 2024 à Pierrefonds. Trop grand pour le territoire, son incinérateur devra tourner 24 heures sur 24. « *Les projets proposés pour nos îles ne prennent pas en compte la taille et les besoins de nos départements* », indique-t-elle en appelant à repenser la gestion des déchets.

La députée de La Réunion fait partie de la commission du Développement durable et de l'Aménagement du territoire à l'Assemblée nationale, saisie notamment sur le projet de loi relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. Un vaste chantier pour les outre-mer. Parce qu'ils ne sont pas connectés au réseau d'électricité continental, la majorité de ces territoires assure l'essentiel de leur fourniture électrique avec des énergies fossiles importées. La loi de transition énergétique de 2015 leur impose cependant être complètement autonomes avec 100 % de l'électricité provenant d'énergies renouvelables d'ici 2030.

Son homologue martiniquais, lui aussi très à cheval sur les questions relatives aux énergies renouvelables, insiste sur l'importance de développer les transports en commun, notamment le transport public maritime. Il demande que des moyens plus conséquents soient alloués à la recherche. « *Demain, nos territoires pourraient être de véritables laboratoires de pointe sur ces questions d'adaptation, de santé environnementale et d'économie circulaire* », affirme-t-il. Pour Johnny Hajjar, le progrès doit allier développement de la condition humaine, préservation de l'environnement et création d'emplois.

Cette dimension sociale du réchauffement climatique, Virginie Duvat n'hésite pas elle aussi à la mettre en avant : « *Dans les outre-mer, tous les secteurs économiques sont climato-*

leurs revenus, leur santé et leur bien-être. » En jouant la carte du développement durable, les collectivités ultramarines pourraient mieux s'adapter au dérèglement climatique tout en réduisant les inégalités sociales.





ENQUÊTES

Les corneilles prennent racine à Paris



ENQUÊTES

BOLD, une base de données pour inventorier les espèces du Costa Rica



ENQUÊTES

Pêche durable : guide à l'usage du consommateur responsable



ENQUÊTES

La nécessaire protection du gibier aquatique sauvage